

## Entretiens

### Culture générale et engagement politique

*Questions à Madame Sylvie ROBERT<sup>1</sup>*

#### *Que signifie pour vous la notion de « culture générale » ?*

La « culture générale » renvoie à l'idée d'une acquisition progressive et permanente de connaissances. C'est d'abord une affaire individuelle. C'est une notion en mouvement. Elle est proche de la définition du terme allemand *Bildung*, sorte de construction personnelle de ses connaissances ; il s'agit donc d'une élaboration dans le temps, par essence évolutive. En ce sens, la culture générale diffère de la « culture » en général, qui est une valeur plus collective, liée à des repères de valeurs historiques, souvent associés à l'identité d'un peuple. Les deux ne s'opposent pas, simplement elles n'obéissent pas aux mêmes enjeux politiques et sociaux.

En termes de représentation, la « culture générale » a été et reste d'ailleurs encore un peu associée à un milieu social et intellectuel élevé, à une forme de distinction sociale relativement normée. C'est une expression qui cependant se vulgarise au sens où la culture générale investit l'espace public, voire politique. Son assise s'élargit à des champs d'intervention plus larges : on parle de culture scientifique et technique, sorte de vulgarisation du savoir scientifique, de culture politique, de culture artistique, etc. Question pour les spécialistes, que je ne suis pas : est-ce que tous ces domaines font partie de la « culture générale » ? À partir du moment où ce sont des savoirs en évolution permanente, ils le devraient. Finalement, chacun, aujourd'hui, a sa propre représentation de ce qu'est la « culture générale ». D'où la pertinence et la complexité de votre question.

---

1. Première vice-présidente de la région Bretagne, secrétaire nationale à la culture du Parti socialiste.

Il aurait fallu que cette réflexion se situe en contrepoint d'une analyse de la définition même de « culture », au-delà de celle de l'Unesco, qui reste en sociologie une référence extrêmement importante, mais qui, on le sait, induit des compréhensions et des représentations très diverses en fonction de l'endroit où on se trouve.

La culture générale d'un individu correspond à l'ensemble des connaissances qu'il a sur le monde. Aussi, je pense qu'elle est d'abord un rapport au monde, une forme de curiosité, d'ouverture de l'esprit qui induit une perméabilité de l'individu à ce qui l'entoure. En d'autres termes, c'est une captation permanente d'informations et de connaissances qui repose sur une attention aux autres et sur une volonté de compréhension d'un phénomène, d'une actualité ou d'une question sociétale.

Cela se double d'un souhait très personnel, voire intime, d'approfondir un champ spécifique de connaissances par « pur intérêt », sans rentabilité voulue ou immédiate.

Cette notion de « culture générale » couvre par conséquent un périmètre très large de connaissances. Lorsqu'on dit de telle ou telle personne qu'elle a une « grande culture générale », c'est qu'elle est capable d'analyser, de disserter sur de nombreux sujets, en les inscrivant le plus souvent dans une vision historique et en les connectant à une vision très contemporaine.

Je pense donc que la culture générale n'est pas seulement une somme de connaissances accumulées ; c'est la mise en perspective de ce bagage intellectuel par un regard surplombant, et une analyse du présent. C'est, finalement, une capacité à faire le lien entre un savoir « théorique » et une expérience acquise tout au long de sa vie. Cette articulation fait sens, et produit de « la culture générale » c'est-à-dire, peut-être, une meilleure connaissance et compréhension du monde. Il s'agit ainsi d'une construction active, qui est le fait de l'individu et qui ne se résume pas aux savoirs acquis à l'école, même si, bien sûr, ils font partie de sa culture générale. Mieux vaut donc la définir comme un processus qui structure l'esprit et permet à chacun de faire le lien entre ce qu'on lui a appris et ce qu'il a acquis par lui-même.

L'autre différence entre culture et culture générale tient au périmètre de cette dernière, qui va des savoirs académiques aux pratiques culturelles, de la littérature à d'autres secteurs de connaissance, sans distinction de valeurs ni de hiérarchie.

*La culture générale a-t-elle été déterminante dans votre parcours ?*

Déterminante, je ne sais pas. Qu'elle ait compté, peut-être. Mais c'est alors plutôt en termes de relation aux autres et à ce qui m'entoure, avec un souci d'attention et de curiosité permanent.

Il me semble que lorsqu'on décide de choisir un parcours politique, il est essentiel de ne jamais se satisfaire de réponses toutes faites. Il est essentiel de s'interroger sans cesse parce que la société allant plus vite que notre capacité à analyser ses soubresauts, il faut, en permanence, accommoder notre regard pour anticiper ses évolutions.

En plus d'une formation personnelle, la pratique politique oblige à s'interroger constamment sur la validité de telle ou telle décision pour s'assurer que les objectifs annoncés seront bien atteints. Or, s'il est nécessaire de beaucoup travailler pour acquérir une certaine technicité dans le domaine que l'on a en charge, il est tout aussi essentiel d'être à l'écoute, d'être tout simplement dans une posture d'ouverture à son environnement. Être sensible, curieuse, soucieuse de comprendre pour mieux pouvoir analyser, trouver des solutions, relève à cet égard de la culture générale entendue comme processus, puisque cela revient à se mettre en disposition d'acquérir en permanence des connaissances, à suivre une formation tout au long de la vie, une formation qui s'appuie sur des expériences et qui se construit par rapport à un état du présent. En outre, au travers des rencontres humaines et des problématiques que l'on doit dégager, on s'oblige à travailler pour être à la hauteur de l'attente, de soi-même et des autres, de ceux qui jugeront. . .

Et si j'ai choisi de travailler dans le secteur culturel, précisément, c'est que je pense que les artistes nous aident à voir et à comprendre le monde !

*La culture générale est parfois critiquée comme « marqueur social » qui exclurait certaines catégories de la population des lieux du pouvoir. Partagez-vous ce point de vue ?*

Oui, je pense qu'elle opère comme marqueur social. Car la curiosité s'apprend, et elle est plus facile à acquérir dans un environnement où la transmission familiale, la diversité des connaissances, l'ouverture au monde font partie du quotidien.

Cette forme de déterminisme social est aggravée par la difficulté de notre société à partager et donc à transmettre un socle de connaissances qui fassent sens et qui s'inscrivent dans la réalité de tous. Il ne s'agit pas seulement d'apprendre, mais aussi de comprendre pourquoi c'est important, et pourquoi cela peut, non pas servir dans la vie, . . . mais aider à vivre, c'est-à-dire à s'intégrer dans la société !

Ce peut donc être un « marqueur social » si l'on se contente de juger quelqu'un à partir de ce seul critère, car il n'y a pas d'égal accès de tous au même moment de la vie à la « culture générale ».

D'où les profondes inégalités que la culture générale définie comme « valeur » peut engendrer si on ne précise pas ce qu'elle recouvre.

Par exemple, si elle consiste à acquérir des repères sur des notions élémentaires, à approfondir une forme de pensée qui permette de trouver sens à un savoir théorique, à être en mesure d'articuler au présent des connaissances historiques, à finalement constituer son patrimoine personnel et à ne jamais s'en contenter, alors il devient nécessaire de la transmettre à tous en passant par l'école. Accepter l'exigence, prendre confiance en soi, construire son rapport au monde, voilà ce qui donne du sens et de l'intérêt aux programmes dits de « culture générale », et qu'il convient de dispenser à tous pour ne pas la voir réservée à quelques-uns. Cela justifie la pertinence des épreuves de culture générale, appuyées sur les mêmes programmes, enseignés pour tous. Mais cette culture générale acquise à l'école ou à l'université, n'est qu'une base de connaissances qui a vocation à s'enrichir. Car une authentique culture générale intègre d'autres facteurs, et se situe dans un mouvement permanent de construction de soi.

*Estimez-vous que la culture générale puisse contribuer aujourd'hui encore à définir des valeurs communes, transcendant les origines et les appartenances sociales ?*

Je pense en effet qu'elle peut, qu'elle devrait constituer un socle, une sorte de bien commun ancré dans des valeurs partagées, autour duquel chacun pourrait se retrouver. En même temps, il est tout aussi nécessaire que la singularité de chacun s'exprime et puisse non seulement se traduire par des connaissances spécifiques, mais être reconnue par l'autre comme ayant dans l'échelle des valeurs communes une vraie valeur ajoutée. C'est la reconnaissance de l'altérité comme expression d'une diversité d'approches, c'est la diversité des points de vue et des références qui valident une culture générale. C'est peut-être sur ce point que les notions de « culture » et de « culture générale » demandent à être différenciées.

*Vous savez que les épreuves de culture générale ont été récemment remises en cause dans les concours administratifs. Jugez-vous qu'il serait nécessaire de les y maintenir et, si oui, pourquoi et sous quelle forme ?*

Si c'est pour juger de la personnalité d'un candidat, pour mieux apprécier son parcours, l'originalité de sa personne, son ouverture intellectuelle, pourquoi pas ? Encore que...

S'il s'agit de juger d'un socle de connaissances très codé, basé sur les mêmes références, les mêmes approches, je ne trouve pas cela nécessaire et cela me paraît, surtout, très discriminant (à partir du moment où, dans ce cas précis, il n'y a eu aucune préparation collective).

Si c'est pour apprécier le parcours du candidat à l'aune de ses expériences multiples, de ses connaissances spécifiques sur tel ou tel sujet, pourquoi pas ? Si c'est pour lui demander s'il a lu « La Recherche » de Proust sans l'interroger sur ce qu'il a appris, ou retenu, ou aimé, quel intérêt ? Dans une société où le savoir est assez formaté, reconnaître un centre d'intérêt, repérer une passion, découvrir une qualité humaine, décrypter une sensibilité me semblent être plus pertinents, témoigner d'une plus grande ouverture d'esprit et, donc, être moins excluants.

Ce point de vue n'entre pas en contradiction avec l'idée que ces épreuves s'articulent à des programmes de « culture générale » dès lors que le corpus de connaissances à acquérir est le même pour tout le monde et que les règles sont claires. Ce ne sera certes qu'une base. Mais si les conditions sont réunies pour que l'individu ait l'occasion de s'enrichir à travers ces programmes, il faut s'en saisir, à condition d'être très vigilant sur leur contenu et leur finalité.

*Diriez-vous que la notion de culture générale est un enjeu politique ou idéologique ?*

La notion de culture générale est à la fois un enjeu politique *et* un enjeu idéologique. Tout simplement parce qu'elle touche à la question de l'égalité de tous face au savoir. Dans une société où les inégalités se creusent, où la promesse d'égalité républicaine n'est plus qu'un vain mot, où l'égal accès de tous à la connaissance, au savoir, à l'éducation et à la formation recule, poser aujourd'hui la question de la « culture générale », de sa définition et de son statut s'inscrit naturellement dans un débat autour de l'égalité des chances.

Remettre au cœur de la réflexion sur un projet de société les questions d'éducation et de culture me semble être ô combien nécessaire, aujourd'hui. Si nous sommes convaincus qu'elle se situe au cœur de cette exigence, alors oui, il faut promouvoir la culture générale à condition que chacun, quelle que soit son origine sociale, ethnique, géographique puisse en bénéficier. C'est donc affaire d'éducation, mais aussi d'émancipation et d'épanouissement individuel. Dès lors que l'on considère que l'égalité entre les êtres humains consiste en ce qu'ils aient les mêmes chances de parvenir à une fin qu'ils définissent librement, alors, sans conteste, c'est un débat déterminant.

Avec cette interrogation finale : si la culture est source de liberté, la culture générale est-elle la condition de cette liberté ?

## Culture générale et monde de l'entreprise

### *Questions à Madame Marie PAULUS*

#### *Pouvez-vous vous présenter ?*

Je suis senior manager chez Deloitte (cabinet d'audit et de conseil) dans une ligne de service spécialisée en audit interne, contrôle interne et gestion des risques. La prise de risque est inhérente à toute société financière, industrielle, etc. Il n'existe pas sans elle de croissance ni de création de valeur. Les risques qui ne sont pas correctement maîtrisés peuvent affecter la capacité d'une société à atteindre ses objectifs. En contribuant à les prévenir et à les gérer, les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne jouent un rôle dans la conduite et le pilotage des activités. Au sein de cette ligne de service, j'exerce également un rôle en interne de responsable de ressources humaines (faisant ainsi le lien avec le département [ressources humaines] RH de la société). J'ai donc été très régulièrement amenée à recevoir des candidats lors d'un entretien de recrutement. Cette mission demande une certaine sensibilité que, je crois, j'ai particulièrement développée.

#### *Quelle a été la place de la culture générale dans votre propre formation ?*

J'ai été élève en classe préparatoire commerciale à Paris, puis au lycée Chateaubriand à Rennes. Dans ces études, la culture générale faisait partie intégrante de nos matières. C'est justement ce que nous voyons en entretien, celui qui n'a pas de culture générale peut facilement passer à côté des questions, étant démuné dans des domaines qu'il ne connaît pas. Je trouve que la société française fait en sorte que nos futurs candidats puissent en disposer de manière satisfaisante (vocabulaire adéquat, syntaxe correcte, etc.).

#### *Peut-on dire que la culture générale prépare à la vie professionnelle ? Si oui, comment ?*

Oui, absolument, comme préparation, pour développer une ouverture d'esprit. Dans mon métier, quand j'écris un rapport, cette culture générale est le socle d'une formation qui permet de structurer une pensée, de bâtir un plan sensé, d'écrire correctement. Ce qui compte cependant ce n'est pas de savoir tout de Shakespeare mais, « en général », d'avoir une aptitude à l'ouverture. Avant tout, il faut, je crois, connaître le cœur de son métier : pour moi, c'est la culture interne du contrôle des risques. Toutefois, même si je fais très bien mon travail dans la journée, lorsqu'un client m'invite à déjeuner, si je n'ai rien à lui raconter, si je n'ai pas

la possibilité de tenir un discours vivant, ce sera un échec. La culture générale est un gage d'aptitude à progresser, c'est un signe d'ouverture. Parler, raconter des choses, avoir du charisme, c'est cet aspect qui compte, plus que des savoirs livresques purs.

*Et comment se mesure la culture générale d'un candidat lors d'un entretien ?*

Le déroulement d'un entretien suit très régulièrement une logique en quatre parties. D'abord des questions générales sur notre métier et sur l'actualité de notre offre dans le milieu économique actuel, sur les connaissances du candidat dans notre domaine d'expertise, sur ses expériences passées (première partie très largement développée pour un candidat expérimenté). Puis viennent les questions sur son cursus académique (principalement pour les jeunes candidats de moins de trois ou quatre ans d'expérience professionnelle). Nous nous intéressons à son cheminement intellectuel, à sa façon de penser, à ses choix précédemment opérés et aux explications de ses choix. S'agissant des études, nous sommes très sensibles aux candidats qui ont suivi une classe préparatoire (structuration de la pensée, capacité de travail et de réflexion). Suivent des questions sur son projet professionnel : aspirations, but, ce qu'il est venu chercher chez nous, ce qu'il a à nous offrir, son projet à plus ou moins long terme... Enfin, des questions personnelles découlant d'informations disponibles sur son CV (hobbies, etc.). Le comportement du candidat, son élocution, le vocabulaire employé, sa façon de s'exprimer, sa culture de l'actualité et l'analyse qu'il en fait, concourent très largement à l'appréciation générale. Mais on ne posera pas forcément de questions directement *sur* sa culture générale, car nous voulons surtout nous assurer de la curiosité d'un candidat recruté à l'égard de l'économie et de l'actualité. Le cursus a déjà sélectionné les qualités purement académiques. En revanche, c'est un atout possible pour lui, quand il serait rédhibitoire qu'il ne soit pas au courant des textes légaux qui régissent notre activité professionnelle, à laquelle il prétend vouloir s'intégrer ! La culture générale, au fond, c'est cette sorte de veille et de curiosité permanentes.

*Êtes-vous sensible à l'idée que la culture générale favorise un milieu social déjà privilégié ?*

Pas du tout. Avec un bac + 4 ou + 5, on entre un peu dans un moule, pour le dire brutalement et, du même coup, la provenance sociale est gommée par les études supérieures. *Idem* pour des cultures étrangères, nous recherchons au contraire des profils variés en ce sens. Nous cherchons

des gens très cultivés au sens où ils pourront parler de tous les sujets possibles, et avec n'importe qui, du plus basique au plus intellectuel!

*Avez-vous pu constater une évolution des connaissances culturelles des salariés au cours de leurs carrières décroissant ou croissant ?*

Il me faut répondre en deux temps. D'une part, oui, j'ai pu constater une dégradation du comportement général des candidats! Certains arrivent en retard, décommandent au dernier moment, ne sont pas forcément bien habillés, ont un comportement assez familier, ne prennent pas de notes. Cela s'observe même à leur façon d'aborder le professionnel qui va les interroger, voire de lui serrer la main. Et prendre des notes permet de répondre lorsque deux questions sont, à dessein, posées en même temps. Sans notes, il est plus délicat de bien répondre avec une introduction qui annonce un plan, de suivre un développement construit... Heureusement, ce n'est pas une généralité! Nous recevons toujours d'excellents candidats. En ce qui concerne les employés, désormais, la culture générale progresse durant la carrière. C'est assez frappant. Si, au début, on doit se consacrer entièrement à la formation, à l'apprentissage du métier et de ses contraintes, peu à peu, en effet, on ménage plus aisément du temps pour développer directement avec ses clients des relations professionnelles plus abouties.

*La « culture d'entreprise » s'appuie-t-elle sur une culture générale ?*

La culture d'entreprise, c'est une image pour l'extérieur et aussi pour les employés. Par exemple, on va insister sur des défis non plus techniques mais sportifs ou humanitaires. Par volonté de séduire, de se distinguer de la concurrence, pour avoir les meilleurs candidats. On va donc se demander ce qui les intéresse. C'est une démarche qui dépasse largement les domaines qui font le cœur du métier... Et vous avez raison, d'une certaine manière, c'est aller vers la culture au sens général, vers ce que les employés partagent ou aimeraient partager. Pour cela, on recourt aux questionnaires, on les interroge, on se demande ce qu'eux-mêmes plébiscitent dans la vie commune. Pour moi par exemple, les questions écologiques sont très importantes. Je n'aimerais pas que mon entreprise dilapide l'énergie, comme le font certains bureaux toujours allumés à la Défense. Je me scandaliserais d'un tel gaspillage organisé. Ce qui rend des collaborateurs fiers, oui, cela est en rapport avec la culture générale, si l'on veut. Et cela permet de faire avancer les choses.

*Par exemple ?*

La question des femmes au sein des entreprises. On n'en parlait pas auparavant, maintenant toutes les entreprises y sont sensibles. On organise des groupes de discussion, des réseaux; on encourage les femmes à avoir



de l'ambition, on ne comprend pas pourquoi sur les 50 % de jeunes recrutées seulement 15 % deviennent senior manager.

*Que pensez-vous de la polémique, déclenchée par le président de la République, sur la place de la culture générale aux concours administratifs ?*

Si vous me permettez un avis, je dirais que je pense qu'il faut refaire les programmes d'étude pour les concours publics, et aussi revoir l'enseignement en général d'un point de vue professionnel. Moi, je ne savais pas, en entrant dans une école de commerce, ce qu'était le commissariat aux comptes. Personne ne nous en avait parlé ! Ce n'est pas normal. S'orienter, ce n'est possible que si on dispose de ce genre d'informations, qui devrait faire partie de la culture générale. Je ne savais pas qu'une entreprise avait une certification. On ne connaît pas ces métiers, parce qu'on ne connaît pas la vie économique. On n'en parle jamais ! Et, du coup, c'est aussi le problème pour certains ingénieurs issus de grandes écoles que j'ai pu rencontrer ; ils sont tout étonnés de ce que nous leur proposons : certains disent qu'ils regrettent leur cursus, qu'ils ont manqué d'informations. La culture générale devrait être rééquilibrée vers ces sujets économiques, et cela dès le lycée, et pas seulement vers l'étude de *La Princesse de Clèves* !

## La culture générale dans un grand concours de la fonction publique

### *Questions à Jean-François THONY<sup>2</sup>*

*Pourriez-vous tout d'abord nous rappeler le nouvel intitulé de l'épreuve que l'on peut assimiler à une forme d'épreuve de culture générale du fait de son esprit et de son extension ?*

Cette épreuve est intitulée « Connaissance et compréhension du monde contemporain ».

*Pourriez-vous préciser quelle est sa place et le poids de son évaluation dans les épreuves écrites d'admissibilité ?*

Il s'agit d'une dissertation, première épreuve d'admissibilité d'une durée de cinq heures. Elle est affectée du plus fort coefficient parmi les six épreuves d'admissibilité (soit 5 sur un total de 15).

*Par qui est-elle évaluée, et selon quelles attentes majeures ?*

La composition du jury est la suivante :

- un magistrat hors hiérarchie de la Cour de cassation (président),
- un conseiller d'État (vice-président),
- un professeur de droit,
- quatre magistrats de l'ordre judiciaire,
- un avocat,
- un psychologue,
- une personne qualifiée en matière de recrutement,
- une personne qualifiée extérieure aux catégories professionnelles énoncées ci-dessus.

Le recrutement, la formation initiale et la formation continue des magistrats sont structurés à partir des compétences et capacités attendues de celui-ci, aujourd'hui et dans un avenir prévisible. À cette fin, le concours met en œuvre la grille d'analyse suivante :

Épreuves	Capacités fondamentales du magistrat	Qualités recherchées chez le candidat
Connaissance et compréhension du monde contemporain	Capacité à analyser et synthétiser une situation ou un dossier Capacité à prendre une décision inscrite dans son contexte Capacité à motiver, formaliser et expliquer une décision	Connaissance de la société française et du contexte d'intervention du magistrat Capacité à analyser et à raisonner de manière cohérente Capacité à démontrer, à argumenter avec rigueur et objectivité Capacité à maîtriser la langue française Qualités rédactionnelles

2. Directeur de l'École nationale de la magistrature (ENM).

*Quels étaient alors la forme et l'esprit des sujets antérieurs et pour quelle(s) raison(s) avoir ainsi fait évoluer le libellé de cette épreuve ?*

Voici quelques exemples des sujets donnés par le passé :

- « L'individu dans l'État, au début du dix-neuvième siècle et de nos jours » (1960) ;
- « On a dit que la société du dix-neuvième siècle était la "société du Code civil". Que pensez-vous de ce jugement ? » (1961) ;
- « Le son et l'image dans la société contemporaine » (1962) ;
- « L'évolution du rôle de la jeunesse dans la société française depuis le début de la Troisième République » (1963) ;
- « Pensez-vous, avec un économiste contemporain, que le progrès s'exprime en termes de liberté et non en termes de bien-être ? » (1964) ;
- « Art et Liberté. » (1989) ;
- « Rationnel et irrationnel dans le monde moderne » (1991) ;
- « Les modes » (1993) ;
- « Y a-t-il place pour l'aventure dans les sociétés contemporaines ? » (1999) ;
- « Le jeu » (2004) ;
- « L'âge » (2005).

Le concours d'accès à l'École nationale de la magistrature n'avait pratiquement pas évolué depuis 1958. Sa logique, basée essentiellement sur des épreuves de culture générale et de droit, part du présupposé qu'un individu cultivé et excellent juriste fera dans tous les cas un bon magistrat. Nous avons voulu nous intéresser à d'autres dimensions que le seul savoir académique des candidats. À travers cette évolution, et bien d'autres, le concours de l'ENM est passé d'une logique, classique dans les grands concours de la fonction publique, de sélection des meilleurs étudiants, à une logique de recrutement des personnes dont la magistrature a besoin.

Plus fondamentalement, la nouvelle orientation des épreuves du concours devrait permettre à certains candidats méritants, ayant les qualités attendues pour devenir magistrat, mais n'ayant pas nécessairement grandi dans un milieu favorable au développement de la culture générale classique, d'accéder à notre profession.

*Pourriez-vous, à titre d'exemple, nous indiquer le sujet de l'épreuve de l'année 2009 ?*

« Les chances de réussite dans la société contemporaine. »

*En quoi peut-on considérer que ce sujet de composition sollicitait effectivement chez les candidats des éléments de culture générale ?*

Ce sujet correspondait parfaitement à l'esprit de la modification de cette épreuve. Il permettait notamment de voir comment le candidat s'inscrivait dans un environnement dans lequel il envisageait sa future activité professionnelle.

Le président du jury, M. Gillet, relève dans son rapport : « Le sujet libellé "Les chances de réussite dans la société contemporaine", pouvait être abordé sous des angles différents et complémentaires et se voulait propice à la confrontation des réalités contemporaines et d'une réflexion sur les représentations actuelles ou passées de la réussite et sur les débats de société s'y rattachant. »

*En délaissant un peu les questions « culturelles » au sens conventionnel du terme au profit de sujets « sociétaux » du type de celui qu'on vient d'évoquer, la nouvelle épreuve ne court-elle pas le risque de favoriser les rhéteurs, les plus habiles artisans de la forme, renforçant ainsi paradoxalement les effets de distinction sociale que votre nouvelle épreuve semble vouloir contourner ?*

Si l'on entend par rhéteur celui qui ne cherche que la forme du discours, ne s'attache pas du tout au fond des choses, et parle beaucoup sans rien dire, le risque apparaît faible ou au moins pas plus important, les questions culturelles étant aussi propices à ce type de discours que les sujets sociétaux. Pour ces derniers, l'argumentation doit nécessairement s'appuyer sur des éléments concrets.

Le rapport du président du jury tend d'ailleurs à confirmer cette analyse : « Doit être déplorée, sur le fond, une tendance trop répandue à rattacher les développements aux théories généralement admises et dont les auteurs étaient rituellement cités, théories parfois exposées sans grande logique ou trop longuement. Les très bonnes copies ont été précisément celles faisant exception à ce travers, par la concision dans la référence doctrinale et par la recherche d'une originalité raisonnable. Au total, hormis une frange de copies indigentes et l'inévitable et très important contingent des dissertations banales ou conformistes, les travaux des candidats offraient en nombre suffisant des possibilités d'appréciations véritablement positives. Certaines copies s'élevaient même avec force au niveau de l'excellence. »

*L'évolution des épreuves en général, et celle de cette « composition » en particulier vous semble-t-elle, dès lors, avoir eu une incidence sur le recrutement des candidats du premier concours — par exemple sur*

*leurs attentes, sur leur profil intellectuel, voire sur leurs origines sociales ?*

Cette analyse n'est pas encore possible compte tenu de la jeunesse du nouveau concours. Nous allons bien sûr nous attacher à étudier ces questions, en lien avec des statisticiens et des sociologues, puisque la réforme du concours poursuit un double objectif d'ouverture et de réponse aux besoins de recrutement de magistrats.

*« Ouvrir l'école sur la société et sur le monde » lit-on en effet dans la page de présentation figurant sur le site Internet de l'ENM. En quoi la réforme du concours, et en particulier celle de l'épreuve dont vous avez rappelé le libellé, répond-elle à cet objectif énoncé ?*

La composition du jury a été ouverte pour favoriser un regard croisé sur les candidats, et ses membres sont désormais formés à la conduite d'entretien et aux techniques d'évaluation. Les juristes sont assistés pour la sélection des candidats d'un psychologue, d'une personne qualifiée en matière de recrutement et d'une personne qualifiée extérieure aux catégories professionnelles juridiques habituelles.

L'ENM est aussi la première école du ministère de la justice à avoir mis en place des classes préparatoires pour favoriser l'égalité des chances dans l'accès à l'ENM.

La nouvelle orientation de l'épreuve de dissertation poursuit aussi cet objectif tant il est vrai que nous ne sommes pas tous égaux, selon les catégories sociales, dans l'acquisition d'une culture générale classique. L'objectif de cette épreuve, proposée à des candidats appartenant à une palette de catégories sociales plus large, est donc d'évaluer leur ancrage dans les problèmes de la société contemporaine.

*« Recruter et former des magistrats capables de prendre davantage en compte la dimension humaine des dossiers » : cet autre objectif, énoncé dans la page de présentation du concours de recrutement des futurs magistrats, intègre-t-il le fait que l'affaire d'Outreau est passée par là ? En quoi la nouvelle épreuve faisant l'objet de cet entretien contribuerait-elle également à la poursuite de cet objectif ?*

La réforme de l'ENM s'est bien entendu inscrite dans les rapports qui ont fait suite à l'affaire dite d'Outreau, mais pas seulement. Il existait précédemment de nombreux rapports et réflexions dans lesquels nous avons puisé pour améliorer ce qui pouvait l'être.

Les épreuves d'admission sont désormais davantage orientées vers les compétences du magistrat et permettent de porter un regard plus approfondi sur la personne des candidats, notamment au moyen d'une épreuve

de mise en situation collective<sup>3</sup>, d'un entretien de quarante minutes<sup>4</sup> avec le candidat qui remplace le grand oral de culture générale, et de tests de personnalité et d'aptitude<sup>5</sup> qui, sans être une épreuve, sont un outil à la disposition du jury, notamment pour vérifier l'aptitude d'un candidat sur lequel une interrogation pourrait exister.

*La première des treize capacités à acquérir au cours de la formation dispensée par l'École est ainsi libellée : « capacité à identifier, s'approprier et mettre en œuvre les règles déontologiques ». La culture générale d'un auditeur de justice vous semble-t-elle avoir un rôle à jouer dans la maîtrise de cette capacité et, si oui, à quels titres ?*

La culture générale peut aider à mieux cerner ce type de capacité. Mais il s'agit davantage d'une compétence qu'il faudra développer pendant la formation. L'École nationale de la magistrature a renforcé ces dernières années ses enseignements d'éthique et de déontologie.

*Dans l'exercice quotidien du métier de magistrat, quelle place accorderiez-vous à la culture générale, et quelles en seraient pour vous les modalités et les contenus les plus régulièrement utiles ?*

La culture générale joue effectivement un rôle important en ce qu'elle permet de s'adapter à différents interlocuteurs et de comprendre les enjeux liés à tel ou tel thème.

*Dans le cadre de leur formation initiale à l'École, par quels biais s'assure-t-on de la culture générale dont disposent les auditeurs de justice ?*

Il n'y a pas d'enseignements de culture générale au sens strict du terme. Cependant, l'approche pédagogique nouvelle par pôles transversaux favorise les apprentissages fondamentaux et pas seulement celui des techniques des fonctions de magistrat. Les pôles « humanités judiciaires », « environnement judiciaire » et « communication judiciaire » permettent d'aborder des notions qui relèvent de la culture générale

3. « Mise en situation » : d'une durée de trente minutes sans préparation, cette épreuve consiste à donner aux quatre candidats (dans un texte n'excédant pas une page) les éléments d'une situation concrète, un rôle précis qui leur est dévolu (qui peut être ou non celui de magistrat), une directive précise les mettant en situation de prendre une décision ou de choisir une orientation.
4. « Entretien avec le jury » : d'une durée de quarante minutes, cet entretien débute par un exposé du candidat de cinq minutes portant sur une question d'actualité posée à la société française, une question de culture générale ou judiciaire (sujet unique tiré au sort, préparation de trente minutes) suivi d'une conversation de cinq minutes. Ensuite le candidat est interrogé pendant vingt minutes sur son parcours et sa motivation en s'appuyant sur une fiche individuelle de renseignement complétée par le candidat admissible puis pendant dix minutes sur sa démarche à l'occasion de l'épreuve de mise en situation.
5. « Tests de personnalités et d'aptitude » : d'une durée maximale de trois heures ils comporteront deux types de tests... Ils ne constituent pas une épreuve, mais un outil à la disposition du jury qui décidera souverainement de la place qu'il souhaite lui accorder dans ses délibérations.

de l'auditeur, par exemple au travers d'enseignements de criminologie, de psychologie, etc.

*À quels égards une « culture judiciaire » — ainsi dénommée dans le pôle de formation « humanités judiciaires » — vous semble-t-elle solidaire d'une culture générale ?*

Les notions de « culture juridique » et de « culture judiciaire » recouvrent des significations très différentes, qui vont de la connaissance des principes généraux du droit et de l'organisation judiciaire à la définition des principales caractéristiques d'un système particulier, en passant par la connaissance des règles de déontologie. Une appréhension fine de ces notions participe d'évidence, dans le secteur concerné, à l'édification d'une culture générale.

*À l'inverse, pour quelles raisons, et sous quelles formes, une formation à la culture générale, telle qu'elle pourrait être dispensée dans le secondaire ou dans des classes post-bac, devrait-elle, selon vous, faire place à des connaissances touchant aux domaines judiciaires et juridiques ?*

De la même façon que le droit n'est pas enseigné à l'École nationale de la magistrature au profit de la technique judiciaire, les connaissances des candidats ayant été testées en amont lors du concours, il n'y a pas matière à enseigner la culture générale, mais bien une culture plus orientée vers la pratique professionnelle.

## La culture générale en milieu scolaire

### Questions à Catherine HENRI, Philippe LACADÉE, Joseph ROSSETTO<sup>6</sup> du Centre interdisciplinaire de l'enfant

*Qu'est-ce que le Centre interdisciplinaire de l'enfant (CIEN)?*

**Philippe Lacadée :** Le CIEN a été créé en 1996 par Jacques-Alain Miller. L'enjeu de cette association est d'aborder dans l'interdisciplinarité, avec les professionnels qui s'y confrontent, les difficultés rencontrées par les enfants et les adolescents. Cette communauté de travail se structure autour de *laboratoires* réunissant régulièrement, pour des *conversations*, médecins, psychanalystes, enseignants, juges, éducateurs, artistes, etc., qui échangent leur expérience de terrain avec les jeunes en difficulté. Le CIEN organise aussi colloques et journées d'étude, publie la revue périodique *Terre de Cien* et le bulletin électronique *Électrocien*. Cette association internationale travaille dans les pays francophones en Belgique, en Suisse, mais aussi en Argentine, au Brésil et en Bulgarie, notamment.

Dans le cadre du CIEN s'est créé un groupe de travail plus informel — « Une école de l'expérience » — plus précisément centré sur la question de la transmission dans des établissements difficiles. Ce groupe s'est constitué autour de Philippe Lacadée, psychanalyste, et Joseph Rossetto, longtemps principal du collège Pierre-Sémard de Bobigny, qui ont travaillé ensemble, avec les professeurs volontaires de ce collège et un certain nombre d'artistes, pendant neuf ans. Il propose un site Internet : « Une école de l'expérience ».

*Que signifie pour vous, en quelques mots, la notion de « culture générale » ?*

**Catherine Henri :** La culture générale ne m'apparaît pas comme un corpus de connaissances, encore moins comme un répertoire de réponses à des questions telles qu'elles pourraient être proposées dans un QCM lors d'un concours ; ce ne peut être un avoir, quelque chose qu'on posséderait, mais plutôt quelque chose qui a un rapport avec l'être, ou le savoir être : comment regarder (ce que nous apprennent la peinture et le cinéma), comment vivre ensemble (ce que nous apprennent la littérature et la musique), comment communiquer, voyager, etc. Le problème est évidemment l'articulation de cette culture avec ce qu'on apprend,

---

6. Respectivement professeur au lycée Louis-Armand (Paris, 15<sup>e</sup>) ; psychiatre et psychanalyste, membre de l'École de la Cause freudienne ; principal du collège Guy-Flavien (Paris, 12<sup>e</sup>).



ou n'apprend pas, à l'école. La musique, l'histoire des arts, le cinéma par exemple, ne font pas l'objet — ou alors à la marge, en passant — d'un enseignement au lycée. Par ailleurs, l'enseignement dans ces domaines n'est pas le même dans tous les pays. L'enseignement de la philosophie en lycée est une exception française, comme celle de l'histoire des arts une exception italienne ; et on sait que les pays totalitaires suppriment celui de la philosophie et de l'histoire. Cette variabilité est bien le signe que la culture générale a plus à voir avec une manière d'être, de vivre, une représentation du monde qu'avec une somme de savoirs constitués ou fragmentés.

**Joseph Rossetto :** La culture, c'est la civilisation, un patrimoine d'œuvres, de pensées, d'expériences qui se sont accumulées depuis la nuit des temps et qui tissent des liens entre les hommes et les femmes d'une communauté. Une trame faite d'expériences, des traces, des contributions. Ces signes d'humanité, dans lesquels nous pouvons puiser pour nos propres créations, pour nous construire un avenir, sont essentiels à la structuration symbolique de chacun. Mais plutôt qu'une culture générale — expression didactique et très scolaire — je parlerais d'une pluralité de cultures dont nous sommes chacun porteurs : nous sommes des métis culturels. Il y a une forme de polyphonie dans ce qui existe parce que vivre, c'est précisément être polyphonique.

La nature de chacun de nous est d'avoir une culture sans laquelle nous serions incomplètement hommes, il faut préciser que toute culture est mobile, sinon elle serait morte.

La tâche de l'école est de transmettre ces mille leçons d'émerveillement que contiennent les cultures — ce qu'on appelle la culture générale. Ignorer les grandes œuvres, qu'elles soient faites de mots, de musique où d'images, ce serait appauvrir le patrimoine de l'humanité, une sorte d'autodestruction en quelque sorte.

**Philippe Lacadée :** La culture, par essence, est ce qui s'oppose à la nature et, en ce sens, elle n'est pas naturelle. On conçoit dès lors que, pour l'enfant, il est essentiel qu'elle puisse lui être présentée, voire offerte par ceux qui s'occupent de lui. Sans le désir de l'Autre qui est là au plus proche du corps de l'enfant, celui-ci ne pourrait pas loger ses questions essentielles sur la vie ou la mort dans le champ culturel de l'Autre. Les parents, les professeurs, les adultes sont donc responsables du monde de la culture qu'ils offrent à leurs enfants ; et ne perdons pas de vue que tout cela ne peut se faire sans le support du champ du langage et de la fonction de la parole. Cela commence par les livres d'enfants qu'on leur lit, lecture qui devient le support de leur imaginaire

et de leurs imaginations, surtout en ce moment où l'image virtuelle s'impose de plus en plus sans le support du monde symbolique. La notion de culture générale ne va pas sans la présence active et désirante auprès de l'enfant, qui lui permet ainsi l'accès à une fenêtre ouverte sur le monde d'où il peut mettre son existence en perspective. Il ne se sent pas ainsi seul au monde, d'autres, avant lui, se sont confrontés aux mêmes questions.

*Au vu de votre expérience des établissements réputés « difficiles », quelle idée les élèves, à supposer qu'ils en aient une, vous semblent-ils se faire de la culture générale ?*

**Catherine Henri :** Je ne suis pas sûre qu'il s'agisse d'une spécificité des élèves des établissements difficiles, mais une grande majorité d'entre eux sont prisonniers d'un imaginaire télévisuel pauvre et répétitif, pris dans un papillonnement d'images et de mots qui ne sédimentent pas. Ils sont indifférents ou agressifs vis-à-vis de ce qui n'est pas leur culture commune, essentiellement celle qui est proposée par les médias. Ils rejettent souvent un savoir qui leur paraît difficile d'accès et anachronique. Ils ne vont au cinéma, par exemple, que pour voir les films qui viennent de sortir et un film en noir et blanc leur semble le comble du ringard. Comme ils lisent peu, ils lisent lentement ; et plus ils lisent lentement, plus la lecture leur devient insupportable. Mais on ne peut en rester à ce constat désespérant qui nourrit trop souvent la pire des condescendances sans chercher au moins à comprendre les raisons de cette situation. À l'évidence, ce qui a changé depuis quelques années a à voir avec un état de notre société : tout désir a été confisqué par la consommation, et la prescription majoritaire est celle de la jouissance d'un pur présent. Or la culture générale est au moins partiellement ce qui nous relie à un passé, à une histoire, et n'est pas destinée à provoquer une jouissance immédiate.

**Joseph Rossetto :** S'inscrire dans une histoire, trouver un sens au monde et la conscience de sa présence suppose que l'on s'intéresse à ce qui s'est passé avant nous et que l'on comprenne la pensée de ceux qui nous ont précédés. Pour beaucoup de jeunes à l'heure actuelle, bien qu'ils étudient l'histoire, la littérature et les sciences, la réalité ne commence qu'avec leur naissance. Tout ce qui précède est une sorte de magma informe, un domaine confus, un temps virtuel.

Que ce soit dans un établissement difficile ou moins difficile, il est clair qu'aujourd'hui nous sommes une autre forme de mémoire, un trop plein de mémoire personnelle. Internet fait mémoire de tout, chacun veut sa part de mémoire à travers lui-même, à travers le numérique. Il y a quelques années, il y avait une organisation de la mémoire incarnée par

les bibliothèques, les archives, les musées, les livres, tournée vers la raison, la connaissance du monde et des autres. Chez les jeunes, la mémoire est liée davantage à une émotion égocentrique. Il y a un plaisir à se regarder et le refus de regarder l'autre, de regarder l'avenir. Ils n'ont plus véritablement le sens du collectif.

**Philippe Lacadée :** En ce moment de la délicate transition qu'est l'adolescence, certains élèves préfèrent prendre appui sur leurs sensations immédiates, sur ce qu'ils vivent directement, et l'école leur paraît trop contraignante, trop peu adaptée à ce qu'est, à leurs yeux, la vraie vie. Celle-ci est pour eux ailleurs, directement branchée sur leurs pulsions vives, ils veulent obtenir tout, tout de suite. Alors l'école, qui leur propose de prendre du temps, qui leur offre un savoir qui leur paraît ne pas correspondre à ce qu'ils vivent, leur semble d'un autre temps. À quoi peut-il leur servir d'apprendre des auteurs qui ne sont plus de leur temps, d'apprendre des matières dont ils pensent qu'elles ne sont pas en phase avec leurs vies ? De plus, certains ont un rapport au langage qui les plonge dans une insécurité langagière. Leurs mots directement branchés sur leurs corps, leurs sensations, ne sont plus dans le sens commun et ils se sentent humiliés, voire maltraités, quand on leur demande d'user du langage d'une autre façon.

*Cela étant, l'acquisition d'une culture générale est-elle un projet de formation intelligible et acceptable pour les générations lycéennes d'aujourd'hui ? Sous quelle forme et à quelles conditions pourrait-elle demeurer l'une des visées de l'enseignement scolaire ?*

**Catherine Henri :** Si la culture générale paraît inutile à beaucoup de lycéens, c'est aussi parce qu'aujourd'hui le savoir n'est plus une valeur dans notre société. Elle ne paraît utile, et encore, dans un sens très restreint, c'est-à-dire rentable, que pour les élèves qui visent les grandes écoles. Il me semble qu'aujourd'hui l'école devrait permettre aux élèves au moins de s'interroger sur ce qui est proposé comme valeur (performance, réussite sociale...) et peut-être faire naître le désir de valeurs différentes. Mais faire naître un désir ne signifie évidemment pas l'imposer. Cela implique des pratiques transverses, des détours, peut-être des ruses. Il me semble qu'on peut s'appuyer sur deux désirs, bien qu'ils ne soient pas toujours conscients : d'abord celui de symbolique, c'est-à-dire de sens, de réflexivité sur le monde qui les entoure et dont ils ne peuvent justement se décoller. On peut jouer sur des allers et retours entre le passé et le présent, des rencontres, des rapprochements inattendus. Puis le désir d'imaginaire, c'est-à-dire à la fois de dépaysement et d'identification. Tout ce que peut évidemment leur apporter la littérature.

**Joseph Rossetto :** Les programmes scolaires, littéraires, scientifiques, artistiques contiennent ce patrimoine riche et diversifié que j'évoquais tout à l'heure. Malheureusement la transmission, plus particulièrement en collège, s'est sclérosée dans la technicité, la méthodologie. Ce qu'on enseigne est un peu mortifère. Au collège, puis au lycée, si les sciences n'éveillent pas vraiment la curiosité, ni la passion des adolescents, c'est aussi parce qu'elles sont enseignées dans un objectif de réussite qui est synonyme d'accès à la série S (en ce sens, la lettre « s » signifiant plus sélection que science). C'est la même chose en français, où l'on demande par exemple de faire connaître aux élèves les structures du poème sans faire confiance à l'intelligence que l'enfant a d'un poème en prenant appui sur ses souvenirs, ses intuitions informulées, les analogies qu'il perçoit inconsciemment et qui mettent en jeu comme il le faut son existence.

Les cultures et les langues vivent en nous, pour autant que chacun puisse se les approprier et soit donc en mesure de les recréer. Je crois qu'on possède une connaissance à partir du moment où elle a été « digérée », c'est-à-dire transformée. Les formes d'enseignement doivent donc faire appel à l'imaginaire et à la créativité des enfants.

**Philippe Lacadée :** Je crois nécessaire d'établir dans les établissements scolaires des lieux de conversations, des lieux de débat, que ce soit en classe ou dans l'établissement, qui devraient permettre à l'école de manifester ce qui la particularise, à savoir qu'elle est un lieu pour la vie de l'esprit de l'élève. Celui-ci devrait pouvoir se sentir transformé par ce qu'il vient d'apprendre, par le fait que la culture générale lui a permis de faire un pas supplémentaire. C'est pour cela que l'école ne doit pas en rabattre sur le programme qu'elle offre ; ce programme, bien sûr, doit être vivant, mais doit impliquer le fait qu'il dépasse ce que l'élève attend. Il faut donc que celui-ci soit surpris, tout en saisissant qu'il peut apporter sa contribution ; d'où l'intérêt de créer des moments de conversations qui lui permettent de trouver à se loger dans ce qu'on lui apprend.

*Y a-t-il un sens à soutenir la nécessité pour un « futur postier » d'avoir lu La Princesse de Clèves ?*

**Catherine Henri :** J'ai simplement envie de reprendre l'argumentaire proposé par les professeurs de l'université Paris 3 pour justifier la lecture publique de *La Princesse de Clèves* devant le Panthéon :

Parce que nous désirons un monde possible où nous pourrions, aussi, parler de *La Princesse de Clèves*, de quelques autres textes, et pourquoi pas d'art et de cinéma avec nos concitoyens quelle que soit la fonction qu'ils exercent, Parce que nous sommes persuadés que la lecture d'un texte littéraire prépare à affronter le monde, professionnel ou personnel,

Parce que nous croyons que sans la complexité, la réflexion et la culture, la démocratie est morte,

Parce que nous croyons que l'Université est et doit être le lieu de la beauté et non de la performance, de la pensée et non de la rentabilité, de la rencontre avec la différence — culturelle ou historique, et non de la répétition du même...

Évidemment, il ne s'agit que d'une sorte de tract, et chaque argument mériterait une analyse. Cette œuvre est devenue, à cause d'une phrase méprisante, le symbole d'un savoir tenu pour obsolète, et il y a toujours une sorte de raideur dans le symbole, c'est-à-dire un manque de subtilité, mais la réduction de ce livre en signe est aussi le signe d'un désespoir pour ceux qui aiment la littérature et la culture en général.

**Philippe Lacadée :** Il n'y a pas pire qu'une lettre qui n'arrive pas à son destinataire : elle reste en souffrance surtout si le postier qui est un homme de lettres ne peut pas lire l'adresse sur l'enveloppe. L'enveloppe contient toujours un message et celui qui est professeur de lettres sait bien qu'il professe l'être, et que les lettres qu'il apprend à ses élèves sont des enveloppes qui permettent à beaucoup de loger une part de leur souffrance de l'être. Le professeur de lettres est donc le meilleur facteur de l'être qui soit.

*Catherine Henri raconte, dans son livre De Marivaux et du Loft, comment ses élèves ont pensé immédiatement au loft en découvrant La Dispute, alors qu'une de ses collègues n'avait pas fait le rapprochement. Les « cultures » télévisuelle, médiatique, informatique des élèves sont-elles un levier ou un obstacle pour l'acquisition d'une culture générale ?*

**Catherine Henri :** Certainement un obstacle pour beaucoup d'élèves. Les jeux vidéo amènent à des addictions souvent graves, et dévoreuses de temps. La télé réalité formate les désirs : il ne s'agit que de conflits d'ego, de compétition et d'exclusion du plus faible, parfait modèle de notre société, comme si elle constituait une sorte d'initiation au monde. Les adolescents ne regardent pas souvent les séries télévisées les plus inventives. Et l'usage en continu et en même temps des séries regardées sur Internet, des conversations par MSN, des messages par SMS, finit par induire un brouillage d'images et de sons. L'articulation à l'autre ne se fait plus, paradoxalement, à cause de la multiplicité des moyens d'échanges.

Cependant on ne peut nier qu'Internet puisse être un levier dans l'acquisition d'une culture générale grâce à la facilitation des recherches qu'il permet. Internet élimine l'intermédiaire humain entre le savoir et l'élève (le professeur, le documentaliste...), ce qui peut être un bien

ou un mal (c'est, au fond, le même clivage qu'entre catholiques et protestants autour du problème de la médiation!). Encore faut-il apprendre aux élèves à s'en servir avec discernement, et à se méfier de la fragmentation des savoirs et de l'absence de hiérarchisation qu'il favorise.

**Joseph Rossetto :** On ne peut pas dire que les enfants aujourd'hui subissent beaucoup de frustration. La plupart ont accès au monde entier de leur chambre. Ils ont accès à tout, mais ne savent pas grand-chose. On dirait qu'ils sont repus. On constate également une sorte d'anesthésie, de somnolence, notamment provoquée par les écrans vidéo et par tous les appareils auxquels ils sont branchés. Ce qui frappe chez beaucoup d'entre eux, c'est qu'ils ne savent pas grand-chose du monde qui les entoure ; ils n'ont pas vraiment d'opinions, à part quelques idées ultra-conventionnelles. Leurs connaissances restent très artificielles.

Et lorsqu'on engage quelque chose de nouveau qui met réellement en jeu leur créativité, leur corps aussi, il est difficile de sortir des sentiers battus, de réinvestir ce qu'ils ont appris à l'école. Il faut du temps pour qu'ils parviennent à exprimer leurs qualités enfouies, mais souvent très impressionnantes.

**Philippe Lacadée :** Freud disait que le comportement de l'élève dépend de ce qui s'est passé pour lui dans la chambre de l'enfant (nous étions en 1910), tout en précisant que ce n'était pas pour autant qu'il devait en être excusé. Il entendait par là faire saisir qu'une part du comportement de l'enfant dépend de la façon dont ses parents se sont ou non occupés de lui, et de la façon dont il a construit ses premiers objets d'amour et d'identification. Mais, aujourd'hui, la chambre de l'enfant s'est transformée, le monde des objets inanimés et virtuels l'a envahie, ce qui fait que l'enfant n'est plus habitué à la présence d'un Autre qui lui parle et qui lui témoigne par sa présence un désir d'être là avec lui. Du coup, il ne sait plus comment se situer quand un Autre lui demande quelque chose. Il s'est habitué à être en compagnie d'objets qui le consomment plus qu'il ne les consomme. Pour lui, la rencontre avec un adulte qui exige quelque chose de lui devient difficile ; il ne sait plus y faire avec l'Autre désirant, et cela lui fait peur. Nous avons là la source de beaucoup de phobies scolaires ou de rejets de l'école.

*Qu'est-ce que vous jugez le plus regrettable, à l'heure actuelle, dans les modes d'approche et d'enseignement de la littérature à l'école ?*

**Catherine Henri :** Il y a d'abord une relative rigidité des programmes, qui privilégie l'étude des genres, des formes, des registres, des mouvements littéraires : les œuvres ne sont plus que des *exempla*. Mais il y a

surtout la façon dont on est sommé de l'enseigner depuis quelques années, qui me paraît être le résultat d'une double dérive techniciste, malgré les meilleures intentions du monde. La première est l'usage excessif des outils des théoriciens de la langue et de la communication : énonciation, schéma argumentatif, focalisation, etc., instruments dont je connais la valeur heuristique (j'ai été avec bonheur l'élève de Barthes et de Greimas), mais qui deviennent aujourd'hui, par une sorte de perversion, des objets d'étude en eux-mêmes : il ne s'agit plus d'étudier un texte, mais l'outil, quand ce n'est pas de masquer le texte par l'outil. Certaines notions, certainement bien utiles pour des universitaires, font barrage au sens plutôt qu'elles ne l'éclairent et défendent à peu près ce qu'il faudrait faire retrouver d'urgence aux élèves : le plaisir de la lecture. La deuxième, c'est la déférence excessive au discours des didacticiens, qui imposent le cloisonnement d'étude par séquences, fondées sur des pré-requis, des compétences et des performances, dans un souci peut-être louable de pédagogie scientifique. Mais ce discours technique n'induit, le plus souvent, que normativité et conformisme, éliminant le hasard, et le désir. Le professeur de lettres devient prisonnier d'un imaginaire scientifique, comme si on pouvait enseigner en quelque sorte sous anesthésie, comme s'il s'agissait d'une sorte de greffe chirurgicale de prothèse.

Dans cette double dérive techniciste, je crois voir une crise de l'institution qui pense répondre aux difficultés des élèves en transformant son message en scolastique, ce qui peut se révéler rassurant pour le professeur et les élèves, mais la scolastique est un système de langage qui verrouille les vraies questions. J'y vois aussi le déni du sujet, professeur comme élève. Nous travaillons sur des corpus de textes, avec des corpus d'outils et de méthodes : plus de corps, c'est-à-dire de désirs ou d'affects. Peut-on enseigner la littérature dans l'indifférence ?

**Joseph Rossetto :** Alors, bien sûr, ne mettons pas la méthode avant l'objet d'étude, ne transformons pas l'expérience en méthode et ne nous enfermons pas dans des compétences étroitement disciplinaires. On observe aujourd'hui, à l'école, une conception purement mécanique, technique de l'apprentissage, de la leçon, de l'évaluation et de la note qui prétend ignorer d'où vient l'élève.

En français, par exemple, les textes nous font lever les yeux sur le monde. Au collège, les élèves apprennent notamment les points de la rhétorique, la différence entre métaphore et métonymie, tel ou tel « mécanisme » du poème, au risque de ne pas comprendre que la poésie est une nécessité, une façon de penser, de voir et d'être. L'essentiel est là :

la littérature nous bouleverse, elle dit la polysémie du monde et nous communique des valeurs, elle donne un sens au monde, mieux que toutes les actions citoyennes que nous pouvons imaginer. Privilégier l'étude des méthodes plutôt que celle des textes est une grave erreur, c'est enseigner la sécheresse.

*Selon certains, une lecture hâtive de Bourdieu aurait, directement ou indirectement, conduit des professeurs du secondaire à ne plus vouloir recourir à la culture des classes dominantes et, à remplacer, par exemple, l'étude d'une tragédie de Corneille par celle d'une chanson de rap, moins discriminante et moins élitiste. Qu'en pensez-vous ?*

**Catherine Henri :** Cette question invite à revenir sur la vieille querelle entre « pédagogues » et « républicains ». Cette polémique n'est sans doute pas dépassée, mais la plupart des professeurs qui travaillent avec le CIEN souhaitent s'en éloigner, ou plutôt ont le sentiment, peut-être la prétention, de se situer ailleurs. Étudier le rap avec les élèves est absurde : ils en savent là-dessus bien plus que leurs professeurs. Pour moi, cela relève aussi de la complaisance. Étudier Corneille, si on le fait avec une sorte de condescendance, ou parce qu'il faut le faire, et « passer en force », quelles que soient les résistances, me paraît tout aussi problématique. Dans les deux cas, on n'est pas loin du mépris des élèves. Personnellement, je ne pense pas qu'il faille céder sur la nécessité de la transmission des œuvres fondatrices. Ce serait pour moi le pire des abandons, accepter de les laisser s'aliéner sans recours possible à la tyrannie des valeurs essentiellement marchandes qu'on leur propose. Mais cette transmission relève aujourd'hui du pari, du défi ; cela suppose une grande inventivité, sans doute un savoir-faire nouveau et un investissement personnel de la part des professeurs, et aussi une capacité à écouter les difficultés des élèves (alors qu'il est plus simple de les nier ou de faire semblant de ne pas les voir) et à expliquer sa pratique.

**Joseph Rossetto :** « L'étude d'une tragédie de Corneille par celle d'une chanson de rap ! » : ce sont des faits qui restent absolument marginaux. Les professeurs qui ont lu Bourdieu, il y en a très peu. Contrairement à ce qui est parfois affirmé, l'organisation et les méthodes d'enseignement ont peu évolué, voire restent inchangées depuis des décennies. On enseigne toujours de la même façon et d'une manière de plus en plus traditionnelle, toujours en mettant l'accent sur les échecs plutôt que sur les projets. Nous ne sommes pas dans un pédagogisme effréné, loin de là, mais dans un système particulièrement cassant, comparé à ceux des autres écoles du monde. C'est le système d'une culture conventionnelle de l'excellence qui encense un petit nombre et enfonce les autres.



Le système éducatif français n'a pas évolué, c'est ce qui le rend inopérant. C'est la raison pour laquelle le niveau d'exigence a baissé.

*Des pratiques interdisciplinaires vous paraissent-elles être de nature à faciliter l'intégration des savoirs dans une « culture générale » ? Sur quoi faudrait-il mettre l'accent selon vous ?*

**Joseph Rossetto :** Au collège, le temps scolaire est mécanique, régulier et rigide. Il rend étanches les cloisons disciplinaires qui morcellent à l'excès les connaissances et ne favorise pas l'aptitude des élèves à contextualiser les apprentissages hors des exercices demandés, dans une culture générale. Tout est réglé à l'avance. Il n'existe aucun espace de projets, d'initiatives, de responsabilité, d'autonomie pour les enfants. Le collège est une période où les élèves changent énormément. Ils quittent l'enfance pour aller vers des territoires inconnus, à la découverte de sensations nouvelles, corporelles et affectives. Dans le même temps, ils n'abandonnent pas cette part d'enfance, heureusement, mais ils se situent dans un entre-deux. Ils ne savent qu'en faire et oscillent, hésitent, avancent et reculent dans la recherche d'eux-mêmes.

L'expression de nouvelles sensations doit passer aussi par une découverte de la langue, de sa sensualité, de ses pouvoirs, par la rencontre d'autres cultures, par le désir de faire par soi-même, par le besoin d'apporter son invention dans les apprentissages, par la créativité, par l'accès à l'autonomie. Prendre en compte le potentiel des enfants, non seulement dans l'écrit, mais aussi à travers leur corps pour qu'ils vivent de véritables expériences dans les cultures que l'on transmet, c'est déjà une forme de révolution dans un système resté fermé<sup>7</sup>.

---

7. Catherine Henri a publié *De Marivaux et du Loft* (Paris, POL, 2003 et Gallimard, « Folio », 2006), *Un Professeur sentimental* (Paris, POL, 2005), *Libres cours* (Paris, POL, 2010). Philippe Lacadée a publié *Le Malentendu de l'enfant* (nouv. éd. revue et augmentée, Paris, Éditions Michèle, 2010; 1<sup>re</sup> éd., Lausanne, Payot, 2003), *L'Éveil et l'exil* (Nantes, Éditions Cécile Defaut, 2007), *Robert Wälser, le promeneur ironique* (Nantes, Éditions Cécile Defaut, 2009). Joseph Rossetto a publié *Projet culturel en lycée professionnel* (Créteil, Centre régional de documentation pédagogique, 1998), *Une école pour les enfants de Seine-Saint-Denis* (Paris, L'Harmattan, 2004), *Jusqu'aux rives du monde quelle classe ma classe* (collab. Philippe Troyon, documentariste, Paris, Striana, 2007, livre + DVDrom).

## Culture générale et démocratie consultative

### Questions à Alain EVEN<sup>8</sup>

*Pouvez-vous expliquer rapidement le mode de fonctionnement du conseil économique, social et environnemental (CESER) de Bretagne ?*

Assemblée consultative placée auprès du conseil régional, il forme avec lui la collectivité territoriale « Région ». Les CESER sont composés de représentants des entreprises et des activités professionnelles non salariées, des syndicats de salariés, des organismes et associations qui participent à la vie collective régionale. Comme le précise la loi, les CESER concourent à l'administration de la Région par les avis qu'ils rendent. Ils sont obligatoirement saisis sur tout document budgétaire et schéma d'orientation émanant de la Région. Le président du conseil régional peut également les saisir pour recueillir leur avis ou étude. Les CESER peuvent « s'auto-saisir » sur tout sujet d'intérêt régional. Au sein de cette instance consultative généraliste, la réflexion partagée sur des sujets variés, effectuée par des conseillers d'origines diverses, produit un véritable savoir-faire pour la définition de l'intérêt général et régional. Des avis, rapports et propositions construits, mûris, qui ne se résument pas à l'addition des positions des organismes représentés. C'est également un travail qui s'inscrit dans la durée, souvent dans une approche prospective. Par la méthode utilisée (auditions, observation participante et débat) le CESER bénéficie d'une véritable expertise collective.

*Qu'évoque pour vous la notion de culture générale ?*

Ce sont des connaissances (savoirs et analyses) qui permettent de se construire une « vision du monde ». La culture générale, c'est un peu la matrice des connaissances de base à un moment donné, que l'on peut mobiliser pour la compréhension de questions, la réflexion, l'action...

*Peut-on dire, et dans quelle mesure, qu'elle a joué un rôle dans votre propre formation ?*

C'est à vrai dire la base de ma formation académique (ou tout au moins ce qu'il en reste), à laquelle s'ajoutent ensuite les acquis des lectures et de l'expérience (observations de la diversité du monde,

8. Président du conseil économique, social et environnemental de Bretagne. Site : <<http://www.bretagne.fr>> ; parmi les publications : *Pouvoirs et démocratie en Bretagne, à l'épreuve du changement climatique, à l'horizon 2030* (Région Bretagne/Conseil économique et social, 2009), *La Bretagne et l'évolution des modes de vie* (Région Bretagne/Conseil économique et social 2004).

analyses de situations nouvelles...). J'inclus dans ma culture générale les démarches de pensée, de résolution de problèmes : *l'apprendre à apprendre*.

*Quelle est précisément cette formation académique ?*

Après une scolarité « classique », j'ai fait des études en sciences économiques et en sociologie. Je suis titulaire d'un doctorat en économie du développement dont l'objet était une région francophone de l'Est canadien (Acadie).

*Et quelles sont les expériences « non académiques » qui ont complété cette première formation ? En quoi ont-elles concouru à enrichir votre culture générale ?*

Jeune, j'ai fait du scoutisme et cela a très certainement contribué à me donner une ouverture sur les autres, comme mon engagement dans des mouvements étudiants. Mes quelques années au Canada m'ont conduit à m'interroger sur le classicisme de la formation académique française et à relativiser ma culture (valeurs, normes, pratiques sociales y compris la langue). Je crois avoir conservé un peu de la culture canadienne française. J'ai fait de nombreuses missions en Afrique et, même si c'est plus tardif dans mon itinéraire personnel, cela a eu une importance déterminante sur mon attrait, mon appétence, pour les autres civilisations. La moindre découverte en ce sens constitue un élément clef de ma culture générale.

*Estimez-vous que la culture générale soit utile aux missions qui sont les vôtres ?*

Elle est fondamentale. L'ouverture à d'autres points de vue, d'autres analyses, d'autres cultures est indispensable dans la mission qui est la mienne tant au niveau régional que national. Cette ouverture est rendue possible par une culture générale sans cesse enrichie qui permet de relativiser, de ne pas être soumis à l'événement, de replacer les situations dans le temps long.

*Quelles sont précisément vos missions à ces deux niveaux, régional et national ?*

Dans la fonction de président élu par ses pairs, il s'agit de faciliter l'expression des points de vue dans le respect mutuel, ne pas occulter ce qui oppose et fait conflit, tout en essayant par le débat « citoyen » de faire émerger l'intérêt général. Il faut pouvoir fixer quelques grandes orientations qui éclairent les questions posées et qui rassemblent. Il y a aussi une fonction de représentation de l'institution et sa promotion

avec de nombreuses réunions de travail et prises de parole publiques (conférences, tables rondes...). Ces missions nécessitent des contacts réguliers avec les autorités régionales et nationales.

*Encouragez-vous directement cette forme de culture chez vos collaborateurs? Et, si oui, comment?*

Tout d'abord, c'est une des dimensions prises en compte au moment du recrutement. Les missions confiées aux collaborateurs nécessitent une culture large de type sciences sociales, une curiosité intellectuelle, un sens de l'écoute. Il me semble que, s'ils ne s'entretiennent pas sur le plan intellectuel, ils vont vite connaître des limites dans leur capacité à répondre aux attentes professionnelles.

*Un directeur de ressources humaines nous a confié que, pour déceler ces qualités chez un candidat, il se fiait à l'impression générale, sans avoir de questions ou de demandes directes. Quelle est votre pratique pour la prise en compte de ces dimensions de culture générale dont vous parlez chez un futur collaborateur?*

L'impression « générale » peut, de fait, avoir une certaine influence (capacité d'écoute, maîtrise de la langue), mais cela ne peut suffire. Je suis très sensible aux expériences personnelles qui peuvent compléter la formation académique (séjours à l'étranger, engagements sociaux, pratiques artistiques ou sportives). J'essaie d'évaluer, autant que possible, la capacité à écrire de façon claire et organisée. D'une façon générale, je suis sensible à la curiosité intellectuelle, l'expérience sociale, la qualité de l'expression et la capacité à entrer en relation avec l'autre.

*Nous pensons que l'on peut considérer la culture générale comme fondement d'une vision démocratique, lorsqu'elle défend un espace partageable par tous, par-delà les seuls spécialistes a priori légitimes. En quoi peut-on dire que le principe et les pratiques du CESER confirment cette hypothèse?*

La culture générale, telle que nous l'avons définie, est l'une des bases de la citoyenneté. Notre conviction, au regard du fonctionnement du CESER, c'est que le débat entre acteurs produit des connaissances, des analyses originales. Le spécialiste, l'expert est indispensable pour éclairer le décideur (en l'occurrence pour nous le décideur politique), mais il ne saurait suffire. L'analyse partagée, qui résulte de la confrontation des opinions, des approches culturelles différentes (liées aux origines, à la formation, au statut social) produit, elle aussi, des réponses aux questions qui se posent (ou se poseront), des propositions qui éclairent le décideur.

*Que répondre au reproche d'appauvrissement (la vulgarisation ne rendrait jamais justice aux subtilités de la science) lors d'un débat de non-spécialistes sur des thèmes aussi techniques que les nanotechnologies ou le réchauffement de la planète ?*

La relation entre la science et la société est complexe. La vulgarisation peut être un appauvrissement du message scientifique mais, sans communication du débat scientifique auprès du citoyen, le risque est que l'ignorance conduise à l'intolérance, à l'obscurantisme. Le débat sur des questions aussi sensibles que les organismes génétiquement modifiés (OGM), les nanotechnologies, le changement climatique doit être ouvert avec le concours des scientifiques pour que les citoyens puissent se construire une opinion.

*Enfinement, comment définiriez-vous l'« expertise collective » dont vous parliez au début ?*

Cette expertise collective se forge dans le débat, l'analyse partagée. Aucun d'entre nous ne peut se dire expert (sauf sur des objets très précis), c'est en réunissant nos approches que notre collectivité devient experte.

*En quoi consiste votre travail de veille autour des questions de société ? Cela a-t-il des rapports avec la culture générale ?*

La veille prospective sur l'évolution de nos sociétés dans toutes leurs dimensions est nécessaire pour que l'on puisse se projeter dans le temps, imaginer l'avenir. C'est s'inscrire dans le temps long de l'histoire et de l'anthropologie (composantes de la culture générale) qui permet de se projeter dans le temps long de la prospective. Comment avoir un avis sur les infrastructures, les équipements, les aménagements qui seront nécessaires demain sans une certaine représentation, même pour une part imaginaire, de l'avenir ? Sans parler de la dimension géopolitique, de l'intérêt collectif à penser « monde ».

*Quel est le processus de l'auto-saisissement sur certains sujets dont vous anticipez l'importance politique à venir ?*

La confrontation des questionnements sur l'évolution de tel ou tel sujet nous conduit à repérer, si ce n'est des ruptures, des inflexions dans les situations qui font problème et, à partir de là, à nous interroger sur la réalité des évolutions entrevues et à décider d'aller plus loin.

*N'est-ce pas frustrant de ne livrer qu'un avis de conseil, qui peut ne pas être suivi d'effets ?*

Oui, sans doute, en première analyse. Mais, en réalité, le pouvoir est autant un pouvoir d'influence qu'un pouvoir de décision. L'important est

d'avoir, hors des contingences de l'opinion, une capacité à faire s'interroger le décideur pour qu'il dépasse le conjoncturel, l'immédiateté. Et, pour rebondir sur votre interrogation sur la pertinence de la culture générale, n'est ce pas elle qui permet de toujours relativiser ? Si, sur dix recommandations, neuf ne sont pas suivies d'effets, l'important est que notre dixième conseil, le plus déterminant pour l'avenir, soit entendu.

## Culture générale, culture scientifique

### Questions à Jacques LUCAS<sup>1</sup>

*Comment comprenez-vous les spécialisations marquées entre art et sciences que Charles Percy Snow, par exemple, déplorait déjà dans Les Deux Cultures<sup>2</sup> ?*

Selon un vieux mythe, qui semble encore vivace, certains auraient plus de prédispositions pour prendre du plaisir au contact d'événements scientifiques, que l'on peut reproduire et mesurer, alors que d'autres y seraient moins sensibles, et plus enclins à découvrir les innombrables richesses produites par l'homme dans des domaines aussi variés et passionnants que la littérature, l'art, l'histoire, la philosophie par exemple. Il en résulte une tradition bien française de séparer ces deux populations en entités administratives différentes : universités différentes, ou bien classes préparatoires scientifiques *vs* littéraires. Une certaine tradition va même jusqu'à sexuer cette dichotomie en prétendant que le premier groupe, celui des scientifiques, serait mieux représenté par la gent masculine, alors que la sensibilité, la perspicacité féminines feraient merveille dans les autres secteurs, en particulier littéraires et sociétaux.

Cette vue caricaturale des choses ne résiste pas à une analyse objective, et pour le coup scientifique, des événements, des faits qui ont jalonné le dernier demi-siècle dont votre serviteur a eu le privilège d'être à la fois observateur et acteur. Plus de quarante ans au contact d'étudiants de tous niveaux et toutes provenances (incluant des normaliens d'Ulm, des élèves ingénieurs d'école de chimie, des candidats au cursus classique licence-maîtrise-doctorat) montrent que le goût pour la science se répartit équitablement entre femmes et hommes. Les deux populations s'adaptent bien sans ségrégation particulière au système de sélection par concours ou examen. Pour l'essentiel, le but est l'acquisition d'un maximum de connaissances plus qu'une véritable culture scientifique. Cette observation est aussi vraie dans le secteur très différent et très particulier de la recherche, c'est-à-dire de la création scientifique qui s'apparente pour beaucoup à celui de la création artistique. C'est pour partie dans cet univers d'incertitudes et de doutes que se forge la culture scientifique. Un recul de plusieurs décennies montre que rigueur, créativité,

---

1. Membre de l'Académie des sciences, professeur émérite à l'université Rennes 1, laboratoire « Verres et Céramiques » (CNRS UMR 6512), .

2. Charles Percy SNOW, *Les Deux Cultures*, Paris, J.-J. Pauvert, 1968 ; éd. orig. *The Two Cultures*, Cambridge, Cambridge University Press, 1959.

opiniâtreté, qui sont les qualités majeures exigées pour conduire des projets de recherches, ont largement contribué à féminiser la population des laboratoires de recherches. Pourtant l'Académie des sciences comprend moins de dix pour cent de femmes : cherchez l'erreur !

*Que pensez-vous qu'il faille encourager au sein du système scolaire dans ce sens ?*

Il me semble que cultures générale et scientifique peuvent fermenter dans le même creuset pour autant qu'une stratégie de multi-disciplinarité non artificielle soit mise en place.

Il serait naïf de penser que l'on puisse rapprocher, voire associer sans risques, des mondes qui relèvent de savoirs différents. La « science aux interfaces » dont tout le monde rêve n'est quelquefois que leurre et chimère, si c'est pour que chacun risque de perdre son identité et sa créativité. Une vraie « culture scientifique générale » ne se crée pas par la simple addition de savoirs, mais par la découverte de champs nouveaux vierges, propices à l'exploration. Il est donc fondamental de créer les conditions pour que des esprits explorateurs, provenant de formations et de cultures différentes, trouvent un terreau fertile d'échange et d'expression. L'humanité est heureusement condamnée à ce type de défi ! On peut se demander si notre système éducatif plutôt conformiste est prêt à tenter l'expérience.

Il serait intéressant d'essayer de définir les bases, le socle des connaissances minimales que pourrait constituer la culture d'un nouvel humanisme curieux de tout. Avec un peu d'imagination, on pourrait proposer que ceux qui le souhaitent suivent un cursus collège-lycée-université de culture générale, se terminant par une maîtrise « arts, lettres, sciences, sociétés ». L'ordre est alphabétique, mais toute permutation est souhaitable, pour refléter la vie en quelque sorte ! Cela pourrait servir aux journalistes par exemple, qui doivent avoir une vision large et ouverte.

Quelques tentatives récentes de décloisonnement des disciplines, suivies de la recomposition du paysage universitaire, méritent d'être soulignées. Moi-même, qui suis spécialiste de la science des verres, à mi-chemin entre la chimie et la physique, je viens d'être invité à l'université de Kyoto dans le cadre d'une école doctorale nouvelle, intitulée « *Graduate School of Human and Environmental Studies* ». Un des spécialistes mondialement reconnus des énergies propres, le professeur Setsuhisa Tanabe, y a développé un laboratoire unique dédié aux « *Clean and Smart Glasses* ». Dans ce groupe, on étudie les verres qui vont produire les sources lumineuses les plus économes possibles et les plus adaptées à la vision humaine, en un mot les plus intelligentes. S'il est encore trop tôt



pour analyser les bénéfices de ce type de structure par comparaison aux départements classiques, il faut féliciter l'université de Kyoto d'avoir pris le risque de tenter l'expérience. Cette initiative est d'autant plus méritoire qu'elle se développe dans un pays connu pour son hyperspécialisation et son conservatisme. Il n'échappe à personne que le volume des publications scientifiques, qui augmente chaque mois de manière exponentielle, est impossible à lire. Cependant, seule une petite partie de cette surproduction produira les événements scientifiques essentiels qui résisteront à l'épreuve du temps, et feront le terreau de la réelle connaissance.

*Comment définiriez-vous cette « culture scientifique générale » ?*

Elle pourrait s'analyser à quatre niveaux au moins :

– le premier niveau consiste à faire le tri dans son propre domaine d'expertise à l'aide des conseils et des avis de collègues ou de confrères. Par exemple, la section de chimie de l'Académie des sciences est un excellent forum pour se faire une idée juste de l'avancée des sciences chimiques, dans des domaines chauds, comme par exemple celui des batteries, des nanotechnologies, de la neurochimie, etc. *Idem* en physique ou en biologie ;

– le deuxième niveau consiste à obtenir des informations fiables, simplifiées, décodées, dans des domaines où l'on ne possède aucune pratique ni expérience directe. C'est le rôle des grandes revues scientifiques généralistes comme *Nature* ou *Science*. C'est aussi le travail des conférenciers qui, dans de grandes rencontres scientifiques, savent qu'ils vont parler devant un large public, ouvert aux nouvelles avancées, mais non spécialistes. C'est une des activités fortes de l'Académie des sciences que d'organiser des journées ou demi-journées dédiées à un thème où sont invités les meilleurs spécialistes mondiaux, académiciens ou non. Avoir la chance de passer quelques heures avec les meilleurs experts des mathématiques financières, des exo-planètes, de la chirurgie cardiovasculaire, du climat, par exemple, permet de remettre sa propre pendule scientifique à l'heure et d'échapper aux lieux communs ;

– dans une troisième étape, on comprend qu'il faut ensuite rassembler ces connaissances, les trier, les sélectionner, puis les mettre en forme de la façon la plus attractive possible pour créer le matériel pédagogique qui va jouer un rôle essentiel dans la transmission de la connaissance vers nos jeunes lycéens et étudiants. Cette étape essentielle et singulièrement difficile est réalisée avec plus ou moins de bonheur. Les grands livres de référence en sciences sont souvent d'origine anglo-saxonne ; ils se caractérisent par une grande simplicité dans le langage et l'expression qui en fait des ouvrages de culture générale qui résistent

au temps et aux modes, des ouvrages de référence (découvrir la physique dans le « Kittel », du nom du physicien américain nonagénaire, est un vrai bonheur). S'atteler à la rédaction de ce type d'ouvrages est un défi majeur qui demande beaucoup de temps, d'énergie et une grande maturité scientifique ;

– le quatrième niveau, aussi important que le précédent, mais aussi plus émergent, consiste à porter la science sur la scène la plus générale, celle du public le plus large possible, ce que l'on pourrait appeler la science pour le citoyen. Pour ceux d'entre nous qui ont pratiqué ces conférences « grand public », il est fascinant et vivifiant de découvrir l'incroyable appétit de nos concitoyens pour la connaissance scientifique. Ce besoin de savoir soit par pure curiosité soit pour exercer pleinement sa fonction citoyenne est extrêmement rassurant pour nous autres scientifiques, qui découvrons cet extraordinaire gisement d'étudiants permanents ou plus précisément d'auditeurs attentifs.

### *Cela veut-il dire qu'une action politique est nécessaire ?*

Dans la pratique, on constate que le travail de préparation pour assurer une bonne communication est évidemment fondamental, puisqu'il implique la réinvention d'un langage adapté qui ne trahisse pas le message scientifique. Ce défi, quand il est réussi, est largement payé en retour par les réactions positives de l'auditoire et par la satisfaction du message passé. Dans la hiérarchie des défis pédagogiques, un cours à Normale sup' m'a semblé beaucoup plus facile à préparer et plus confortable à conduire qu'une conférence à l'université du Temps libre dans un cinéma du nord de la Bretagne, devant un auditoire de 300 personnes.

Concernant ce domaine relativement nouveau de la médiation de la culture scientifique, il faut saluer la clairvoyance de nos décideurs politiques qui, depuis une vingtaine d'années, ont bien compris la nécessité de développer des outils permettant de diffuser au plus grand nombre de vrais messages scientifiques.

Les objectifs sont simples : enrichir la culture personnelle de chacun d'entre nous, mais aussi tenter d'établir des contre-feux à toutes formes de manipulations basées sur l'obscurantisme, utilisant la science comme épouvantail social. Il en va de l'exercice de la démocratie, qui nécessite au moins un exposé objectif des connaissances par les scientifiques eux-mêmes, suivi de débats publics contradictoires. Si la science n'est pas faite de certitudes, c'est au moins un monde d'honnêteté intellectuelle. Il est très éprouvant pour un chercheur de voir la science utilisée, maquillée, déformée, manipulée par des groupes activistes. Détruire des travaux de laboratoires concernant des recherches sur l'ingénierie

génétique (maladroïtement appelés « recherche sur les organismes génétiquement modifiés ») ou s'opposer à la présentation de conférences et débats sur les nanotechnologies, cela relève tout simplement, selon moi, de méthodes fascistes.

La création des centres de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI) répond à ce besoin de combler le décalage entre l'évolution rapide des sciences et des techniques, et le besoin impérieux de créer un outil de médiation permettant au citoyen d'être informé, pour prendre en connaissance de cause les moins mauvaises décisions. J'ai la chance et l'honneur de présider aux destinées d'un des centres les plus actifs en France en matière de médiation scientifique : « L'Espace des sciences de Rennes ». Situé dans l'un des endroits les plus stratégiques de la ville, les Champs libres, cet espace est devenu une institution centrale de la métropole, qui attirera bientôt 200 000 visiteurs par an. Dans cette ruche bourdonnante se côtoient toutes les tranches d'âge, les citoyens de toutes conditions, professeurs accompagnés de leurs élèves, tous attirés par les expositions permanentes ou temporaires, les débats, les lieux d'expériences, le planétarium. Fort d'une maturité de plus d'une vingtaine d'années, cet Espace des sciences met tout en œuvre, sans visée hégémonique, pour fédérer les actions d'autres institutions bretonnes ayant le même souci de diffuser au mieux la culture de la science.

Rien n'est plus gratifiant pour un scientifique que d'être le témoin de l'appétence de nos concitoyens pour la connaissance. Le succès remarquable des conférences du mardi soir où se succèdent les meilleurs scientifiques français est, en ce sens, très révélateur de ce besoin d'apprendre au contact des meilleurs. Réussir à réunir, par exemple, plus de quatre cents personnes pour une conférence sur « la nature de la lumière au travers des théories de l'optique quantique », c'est tout simplement fascinant. Cela passe bien entendu par un choix de conférenciers de tout premier ordre, qui associent qualités scientifiques et vision humaniste. De nombreuses réflexions sont conduites au sein du bureau et du conseil d'administration pour tenter de trouver les outils permettant d'établir le maximum de ponts entre sciences de l'homme et sciences dures.

Donner au grand public les clefs pour se cultiver dans la convivialité, le plaisir mais aussi la rigueur reste un défi capital, et cela encourage le développement de la culture générale, je pense.

## Culture générale et comités d'éthique

### Questions à Jacqueline LAGRÉE et Pierre-Henry FRANGNE<sup>3</sup>

*Pourriez-vous nous rappeler, en quelques mots, les principes d'organisation, les missions et les objectifs essentiels d'un « comité d'éthique médicale » ? Sur quel genre de questions sa réflexion porte-t-elle, et quels en sont les enjeux ?*

En dehors du Comité national d'éthique, il existe en France de nombreux comités d'éthique hospitaliers. Ils sont organisés soit par cooptation, soit par élection, soit par nomination ministérielle ou préfectorale, afin d'éclairer les praticiens en cas de dilemmes éthiques (conflits de devoirs) en émettant des avis consultatifs. Ces comités sont composés pour partie de spécialistes médicaux (médecins, infirmières, psychologues hospitaliers) et pour partie de « personnes ressources » (droit, philosophie, histoire, etc.), avec le souci d'équilibrer non seulement les compétences, mais aussi les diverses options idéologiques et religieuses. Le travail d'un comité d'éthique consiste à aider la décision d'un médecin ou d'une équipe médicale par une réflexion critique, délibératrice, problématique, justificatrice et profondément, c'est-à-dire principiellement, collective.

*À quel titre l'ancrage de chacun des membres d'un « comité d'éthique » dans une culture et une pratique de spécialiste (médecine, droit, philosophie, psychologie...) constitue-t-il le requisit d'une réflexion commune sur des questions touchant à la bioéthique, et comment est-il transcendé lors des débats, au niveau individuel et collectif ?*

Après l'énoncé et l'analyse scientifique du problème posé ainsi que son cadre juridique, le comité analyse les problèmes spécifiquement éthiques et les principes intangibles qui doivent guider l'action, reconnus dans le code de Nuremberg (1947) et sur le fondement de la Déclaration universelle des droits de l'homme (respect de la personne humaine, de sa dignité et de sa liberté, principe de non-malfaisance, importance de l'information et du consentement éclairés). La question posée (par exemple, un oncologue doit-il inciter vivement une patiente enceinte atteinte d'un cancer à avorter compte tenu des effets possiblement tératogènes

---

3. Jacqueline Lagrée est professeur de philosophie à l'université Rennes 1, membre du comité d'éthique du centre hospitalier universitaire de Rennes ; Pierre-Henry Frangne est professeur de philosophie à l'université Rennes 2, membre du comité pédagogique du diplôme interuniversitaire de soins palliatifs et accompagnement de la faculté de médecine de Rennes 1.

du traitement ?) est présentée dans sa singularité et chacun expose un point de vue justifié jusqu'à l'obtention d'un consensus ou d'une majorité nette. Le comité, émancipé par principe des urgences liées aux soins, prend toujours le temps de la réflexion pour faire naître du débat argumenté une solution et une décision communes.

*Dans quelle mesure un tel espace d'échange sur des problématiques éthiques vous semble-t-il de nature à mobiliser une « culture générale », et en quel sens pourriez-vous la définir dans cette perspective ?*

La capacité de débattre collectivement d'un problème éthique posé *in concreto* sur un cas singulier impose de se dégager de ses émotions immédiates et de prendre le recul de la pensée vis-à-vis de ses propres opinions. Être capable de se mettre à la place d'autrui, d'écouter des positions différentes des siennes et de les comprendre exige des manières de penser que la lecture des grands textes (littéraires, philosophiques, historiques) cultive ou affine. Cela exige le sens du dialogue, la capacité d'écoute et d'empathie, celle de justifier sa position par des arguments, de manière claire et simple, à des interlocuteurs qui ne sont pas des spécialistes. Cela vaut d'ailleurs dans les deux sens (du médecin au non-médecin, et du littéraire ou du philosophe vers le médecin), car il n'y a pas à proprement parler de spécialiste en éthique, mais seulement des citoyens éclairés, qui se sont donné un minimum de culture éthique (fondements, principes, modèles) pour réfléchir avec autrui de manière ordonnée et irénique.

Ces débats à huis clos peuvent s'ouvrir à un public plus large, comme on l'a vu dans la préparation des forums citoyens destinés à éclairer le législateur sur l'opinion publique dans le cadre de la révision des lois de bioéthique. Les citoyens, statistiquement représentatifs de la population locale, appelés à discuter et à formuler des propositions, avaient reçu préalablement une formation en culture générale (philosophie, droit, éthique appliquée, médecine).

Si la culture générale est bien une culture non ésotérique, débordant les champs ou les méthodes disciplinaires, surtout élaborée et acquise en commun, alors les qualités intellectuelles et morales d'un membre d'un comité d'éthique, qu'il soit ou non médecin, relèvent bien de la culture générale : d'une culture ouverte et accueillante, d'une « culture-existence » débordant les limites de la simple « culture-enseignement ». Cette « culture-existence », selon le mot de Gaëtan Picon, est le processus théorique et pratique à la fois de constitution de la personne au sein de la conscience critique de son appartenance à l'humanité et à sa propre culture. Elle suppose un arrachement par rapport à soi et à ses propres certitudes.

Les problèmes et même les apories éthiques suscités par les progrès scientifiques et techniques de la médecine contemporaine apparaissent alors comme un des lieux privilégiés de cet arrachement dont la culture générale — c'est-à-dire la culture partagée et vécue — est, en même temps, l'expression, l'instrument et le résultat.